

## Disparus libanais en Syrie : l'espoir des familles ravivé, l'État appelé à agir

Environ 700 Libanais auraient été détenus en Syrie, après avoir été enlevés au cours des trois décennies de présence militaire syrienne au Liban.

L'Orient Today / Par [Ghadir Hamadi](#), le 08 décembre 2024 à 20h48



Ali Hassan al-Ali (à droite) dans la rue après sa libération de la prison de Hama, en Syrie. Photo circulant sur les réseaux sociaux

L'étincelle d'espoir qui s'était allumée cette semaine dans le cœur des familles des Libanais prisonniers ou disparus en Syrie s'est désormais transformée en brasier. Les rebelles, qui ont annoncé la nuit dernière la chute du régime de Bachar el-Assad après les prises successives de Homs et Damas, ont ouvert les portes des prisons des localités conquises, dont celle de Sednaya, dans la banlieue de la capitale, symbole des pires exactions du régime et surnommée l'« abattoir humain ». Ses milliers de prisonniers ont ainsi rejoint ceux qui avaient été libérés précédemment des prisons de Hama, Alep et Homs.

Alors que l'émotion est à son comble dans le pays et que de nombreuses vidéos montrant des individus sortant des prisons, accueillis par des foules en liesse, ont rapidement circulé sur les réseaux sociaux, un espoir similaire se fait jour au Liban. La semaine dernière, les photos d'au moins un détenu libanais libéré de la prison de Hama ont incité les organisations qui suivent ce dossier longtemps considéré comme négligé par Beyrouth à se réunir et à exiger des procédures pour localiser tout Libanais susceptible d'être libéré des prisons du régime. Des photos d'hommes émaciés, dont certains reçoivent un traitement médical, ont rapidement inondé les réseaux sociaux, tandis que de nombreuses listes de prisonniers libanais présumés sont diffusées par des militants une fois les recoupements effectués.

« Moufid Habshi, Hana Keyrouz, Tony Kozah, Nabih Shallifa, Toufic Saadeh, Riad Geagea, Élias Rahmeh, Tannous Rahmeh, Massoud Rahmeh, Jean-Claude Khoury », figurent par exemple parmi les noms mentionnés par Doumit Azzi Draiby dans un post sur X, qui mentionne que certains étaient emprisonnés depuis « plus de 30 ans » par le régime. Une liste établie à partir des données « publiées par les parents et les habitants des villages » des intéressés, précise-t-il à *L'Orient Today*.

« Rien n'est encore concret », avertit néanmoins Ammar Abboud, responsable de la communication de l'ONG Act for the Disappeared », une initiative visant à retrouver l'identité des personnes disparues qui dit avoir été assaillie d'appels de parents et de proches. « Lorsque le chaos se sera calmé, nous aurons plus d'informations », dit-il à *L'Orient Today*.

Wadad Halwani, présidente du comité des familles des kidnappés et disparus au Liban, qui s'est battue pour obtenir la vérité sur les personnes disparues pendant et après la guerre civile libanaise et au-delà, a déclaré samedi 7 décembre, lors d'une conférence de presse à Beyrouth, que la nouvelle de la libération de détenus en Syrie avait apporté un sentiment d'optimisme prudent aux familles, dont certaines espéraient enfin avoir des nouvelles de leurs proches. « Aujourd'hui, nos cœurs sont pleins d'espoir, mais nous avons besoin d'informations concrètes, a déclaré Mme Halwani. La libération de détenus des prisons syriennes a ravivé un feu qui brûlait depuis tant d'années. » Et d'exhorter les autorités à travailler rapidement pour vérifier l'identité des

détenus libérés et fournir des réponses à ceux qui les ont cherchés pendant des années en vain. « Nous avons besoin que l'État libanais prenne des mesures maintenant », a-t-elle dit, appelant toute personne disposant d'informations à contacter le comité ou la Commission nationale pour les personnes disparues de force. Parmi les « cas confirmés », elle a mentionné celui de Ali Hassan al-Ali, arrêté à un poste de contrôle syrien dans le nord du Liban alors qu'il avait 18 ans et libéré samedi soir de la prison de Hama.

### **Un proche des Kataëb retrouvé après 40 ans**

De leur côté, les autorités commencent à afficher leur mobilisation. Le Premier ministre sortant a contacté le secrétaire général du Conseil des ministres, le juge Mahmoud Makié, pour qu'il s'adresse à la Commission nationale pour les personnes disparues, a indiqué son service de presse dans un communiqué dimanche. Nagib Mikati a souligné « l'importance de mobiliser toutes les ressources disponibles et de se coordonner avec les organes compétents pour traiter la question de la libération de centaines de prisonniers libanais », précise le texte. Une réunion doit avoir lieu plus tard dans la journée sur la situation, entre Makié et les représentants des organisations concernées.

Selon les groupes de défense des droits de l'homme, on estime à 136 000 le nombre de personnes détenues dans les prisons d'Assad. Plus de 100 000 Syriens auraient été portés disparus au cours des 13 années d'insurrection dans le pays et nombre d'entre eux auraient été détenus dans ces prisons. Un sort partagé par environ 700 Libanais, enlevés pendant les trois décennies de présence militaire syrienne au Liban, souvent en raison de leurs opinions politiques.

Salim Sayegh, député des Kataëb, a déclaré dimanche à la MTV que son parti était en contact avec un homme emprisonné depuis 40 ans car accusé de collaborer avec le parti à l'époque de la guerre civile libanaise. « Nous travaillons avec le Comité international de la Croix-Rouge pour assurer son retour en toute sécurité. L'État libanais doit prendre ses responsabilités et assurer le retour de tous les citoyens libanais détenus en Syrie. »